



C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT Y ALLER!

Ils ne sont forts que parce que nous sommes désorganisés,
prouvons désormais aux patrons et à l'Etat que nous sommes en mesure
DE PRENDRE NOUS-MÊMES NOTRE VIE EN CHARGE !

Après la loi de privatisation des universités cet été, celle concernant la limitation du droit de grève, après les lois liberticides concernant les immigrés, Sarkozy, Fillon et Parisot déclarent clairement la guerre aux salariés.

Leur programme a le mérite d'être clair : fin du Contrat à Durée Indéterminée, disparition du SMIC, chasse aux chômeurs, dislocation de la Sécurité Sociale par l'introduction de franchises et le recours aux assurances privées, fermeture de dizaines d'hôpitaux, dislocation des statuts de la Fonction Publique et, bien évidemment, nouvelle attaque contre les retraites des salariés du public comme du privé (loi Fillon n° 2).

L'objectif est d'arriver à satisfaire le point 32 de l'accord du sommet de Barcelone de mars 2002, qu'ont signé Chirac et Jospin : "il faudra chercher, d'ici 2010, à augmenter progressivement d'environ 5 ans l'âge moyen effectif auquel cesse l'activité professionnelle dans l'Union Européenne"... pour cela, le premier acte passe obligatoirement par la liquidation des régimes spéciaux, avec un pilonnage médiatique sur les prétendus "privilèges" des cheminots, gaziers... alors même que les régimes des gaziers, par exemple, abondent chaque année de 100

à 150 millions d'euros le régime général de tous les salariés.

Le gouvernement veut tout casser, veut diviser les salariés, la riposte unitaire s'impose.

Désormais, les cheminots, les gaziers, les personnels de la RATP, de l'ANPE, des ASSEDIC, de l'Éducation Nationale, de la Poste, des hôpitaux, de l'action sociale (secteur privé), et, avec eux, l'ensemble des salariés et exclus du travail de ce pays, savent qu'ils n'ont pas d'autre solution que de recourir à la grève et aux manifestations. Ils ont raison. Ils savent que les exonérations patronales, chaque année, se montent à 65 milliards, 10 fois la somme qu'il faudrait pour ramener tous les salariés du public et du privé à 37,5 annuités ! Ils savent que l'évasion fiscale des grosses fortunes équivaut à quelques 40 milliards d'euros par an, ils savent que les "initiés", d'EADS ou d'ailleurs, se sont mis des millions d'euros dans la poche tout en expliquant partout qu'il fallait licencier 10 000 travailleurs, en France et en Allemagne ; ils savent aussi qu'une fois de plus, c'est dans leur porte-monnaie qu'on ira chercher l'argent susceptible de satisfaire provisoirement la rapacité du patronat, et que l'Etat est plein de zèle pour faire ce sale boulot, puisque c'est par l'intermédiaire de la Caisse des Dépôts et Consignations que Lagardère,

Forgeard et consorts ont pu réaliser de juteuses opérations.

C'est maintenant qu'il faut y aller, sur notre terrain, le seul terrain des salariés : celui de la lutte sociale, celui qui n'attend pas les élections pour bouger et gagner, comme en 2006 avec le CPE.

Les bureaucraties syndicales auront soin de prévoir des actions sans grève, des grèves espacées dans le temps et limitées à des secteurs bien compartimentés, des temps forts pour masquer les temps faibles, mais la question se posera partout : faut-il reprendre le boulot ? Faut-il attendre un nouveau temps fort annoncé plusieurs semaines plus tard ? Faut-il attendre les consignes de confédérations particulièrement molles depuis la rentrée ? Faut-il attendre que le Parti Socialiste, qui a accepté le principe même de la réforme des régimes spéciaux, se remette de ses querelles intestines ? Faut-il attendre la création d'un nouveau parti "à gauche de la gauche" ? Faut-il attendre les municipales de mars 2008 ou les présidentielles de 2012 ? Pour discuter de tout cela, la Fédération Anarchiste appelle à la tenue d'Assemblées Générales dans chaque lieu de travail, dans chaque lieu de vie en commun, où chaque action sera discutée et mise en œuvre sur la base de mandats.